

# 1

## 1848, l'Europe en révolution

En 1848, une vague révolutionnaire balaie l'Europe et met à bas l'ordre conservateur qui avait présidé aux destinées du continent depuis la chute de Napoléon en 1815. À Naples, Turin, Florence, Paris, Vienne, Berlin, Budapest, Prague, Rome, des insurrections populaires contraignent les souverains à octroyer une constitution, ou bien les chassent et instaurent de nouveaux régimes fondés sur la souveraineté nationale, instaurent les libertés fondamentales et proclament le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est le « printemps des peuples ».

La dimension européenne des révolutions de 1848 a frappé les contemporains. En 1850, Karl Marx rappelait ainsi « le moment (...) où les flots de la révolution de Février déferlaient sur tout le continent ; où chaque courrier apportait un nouveau bulletin révolutionnaire, tantôt d'Italie, tantôt d'Allemagne, tantôt des confins du Sud-Est de l'Europe ». Comprendre 1848 demande donc de partir à la recherche des facteurs européens de l'embrasement révolutionnaire, d'établir des comparaisons entre les expériences nationales (leurs réalisations et leurs échecs), de s'interroger sur le transfert des modèles et les connexions transnationales.

### La révolution embrase l'Europe

Entre janvier et mars 1848, la révolution parcourt l'Europe à la manière d'un incendie. Comment expliquer cette coïncidence européenne ? Pourquoi à l'inverse certains pays restent-ils à l'écart ?

#### *Des révolutions connectées et similaires*

À la différence de 1830, ce n'est pas Paris qui lance le mouvement : les premières révolutions se produisent en Italie, à Naples (21 janvier), Turin et Florence (8 & 11 février). Mais les journées parisiennes des 22-23 février, qui provoquent la fuite du roi Louis-Philippe et l'avènement d'une République, font l'effet partout en Europe d'un coup de tonnerre. Leur écho précipite sans doute les révoltes de Vienne (13-14 mars) et de Berlin (16-18 mars), qui font basculer les deux principales puissances germaniques dans la révolte. Les insurrections sont le fruit de multiples réactions en chaîne. La chute de Metternich — l'homme fort de l'ordre conservateur, en tant que ministre autrichien des Affaires étrangères (depuis 1809) et chancelier (depuis 1821) — ébranle les fondements de l'empire multinational des Habsbourg : Budapest s'insurge le 15 mars, Milan et Venise (alors capitales

d'un royaume autrichien de Lombardie-Vénétie) entre les 17 et 22 mars, Prague le 8 avril.

Partout le mouvement part des capitales. L'insurrection est d'abord le fait du peuple des villes : ouvriers, artisans, étudiants et bourgeois luttent ensemble sur les barricades, qui marqueront la mémoire des événements. Or, si les Parisiens sont coutumiers de ce mode de combat populaire, il s'agit ailleurs d'une nouveauté, témoignage de la circulation européenne des gestes et des modèles politiques. Dans l'Europe de 1848, grâce aux débuts de la révolution des transports et des communications, les nouvelles voyagent vite et d'un bout à l'autre du continent. Les communications jouent un rôle à part entière dans la contagion révolutionnaire, faisant des révolutions de 1848 « aussi la conséquence des débuts d'une révolution moins éclatante mais durable, celle de l'information » (S. Aprile).

### *Un terreau révolutionnaire commun*

Dans la seconde moitié des années 1840, l'Europe est frappée par une grave crise économique, qui combine pour la première fois crise agricole et crise industrielle : partout la flambée des prix, le chômage de masse, des disettes, la montée de la misère engendrent le mécontentement. Toutefois, si la conjoncture économique et ses conséquences sociales motivent en bonne partie la mobilisation des classes populaires dans la révolte, elle ne suffit pas à l'expliquer. La répétition des mots d'ordre révolutionnaires suggère la diffusion européenne de courants d'idées et de revendications.

Deux passions dominent l'Europe de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle : la liberté et la nation. Partout des mouvements politiques se battent pour obtenir soit une constitution, soit une reconnaissance nationale, ou pour les deux. Frappés par une dure répression, de nombreux opposants aux régimes réactionnaires vivent en exil, à Londres ou à Paris, où se forge une culture révolutionnaire commune. Il y a enfin, partout en Europe, une question sociale, qui n'est pas seulement liée à la misère ouvrière engendrée par l'industrialisation et la croissance urbaine, mais qui touche aussi la majorité des campagnes. Le servage subsiste en Russie et dans certaines parties de l'empire d'Autriche, tandis qu'ailleurs (Prusse, Italie méridionale) la terre reste concentrée dans les mains d'une aristocratie foncière. Partout les mouvements ouvriers et socialistes tentent de s'organiser.

### *Une Europe sans printemps révolutionnaire ?*

Pour des raisons diverses, certains pays ne connaissent pas de véritable révolution en 1848, ce qui ne signifie pas bien sûr que les événements européens n'y ont pas d'écho. La Belgique, monarchie constitutionnelle depuis sa création en 1830, ou la Norvège, dotée d'une constitution démocratique dès 1814, font déjà figure d'États libéraux et ont récemment acquis leur indépendance. Outre-Manche aussi existe un certain particularisme fondé sur l'attachement à la plus ancienne forme de parlementarisme en Europe. Le Royaume-Uni connaît bien une question

nationale, celle de l'Irlande catholique, ainsi qu'une question politique, liée au droit de vote : mais le nationalisme irlandais est alors affaibli par ses divisions et par les conséquences de la Grande Famine, tandis que le mouvement chartiste, qui milite en faveur de la réforme électorale et des droits ouvriers, n'entend pas sortir de la voie légale.

D'autres pays connaissent une révolution « par le haut », lorsque les monarques prennent les devants, aux premiers signes de l'agitation populaire, et renoncent d'eux-mêmes à l'absolutisme (Pays-Bas, Danemark, Suède). La plupart des « révolutions de mars » dans les États allemands se rapprochent en fait de ce modèle (Hesse, Bade, Wurtemberg, Saxe et Hanovre). Dans l'Espagne d'Isabelle II et la Russie de Nicolas I<sup>er</sup>, à l'inverse, la réponse répressive l'emporte sur des oppositions faibles et divisées.

## **Construire un nouvel ordre européen**

Après la phase insurrectionnelle, les vainqueurs du printemps sont partout confrontés aux mêmes défis : construire de nouveaux régimes, mettre un terme à la crise et rétablir l'harmonie entre les classes et entre les peuples.

### ***Instaurer de nouveaux régimes***

Dans les capitales, l'effervescence révolutionnaire ne s'éteint pas : avec la liberté fleurissent journaux et clubs, acteurs d'une véritable démocratisation de la vie politique. Dans le sillage des révolutions, les nouveaux pouvoirs proclament les libertés fondamentales (de presse, de réunion, de culte) et entament un processus constitutionnel. En France, le gouvernement provisoire républicain proclame le 5 mars le suffrage universel direct (masculin) qui s'applique en avril à l'élection d'une Assemblée constituante. En Prusse, le roi entérine la convocation par son Parlement d'une Assemblée constituante au suffrage universel indirect. À Vienne, la Constituée octroyée le 25 avril — qui restreint le droit de vote et laisse à l'empereur un droit de veto absolu — déçoit les démocrates qui engagent une nouvelle épreuve de force (15 et 26 mai) et obtiennent l'élection d'une Assemblée au suffrage universel.

Or, des questions restent en suspens : quel pouvoir laisser au monarque ? Quelle organisation donner à l'État ? Faut-il réformer la société pour la rendre plus juste ? En Prusse, les débats portent sur le droit de veto royal, la responsabilité du ministère devant le Parlement et les privilèges de la noblesse. Au sein du Parlement autrichien, qui se réunit en juillet, les partisans du centralisme (germanophones) s'opposent aux avocats du fédéralisme (majoritairement Slaves).

### ***Rétablir la paix sociale***

Le combat pour la liberté inspire des interventions fondamentales sur les structures sociales : l'esclavage est aboli par la République française dès le 4 mars, et

le servage disparaît de l'empire autrichien entre avril et septembre. Mais rétablir la paix sociale demande aussi de répondre à l'urgence, car la crise économique persiste.

En France, le gouvernement provisoire, dominé par les républicains modérés, adopte certaines réformes sociales défendues par les républicains avancés et les socialistes : proclamation du droit au travail, limitation du temps de travail journalier (10h à Paris et 11h en province), suppression du livret ouvrier. On lance des chantiers (les ateliers nationaux) pour procurer du travail aux chômeurs de la capitale. Les modérés s'opposent cependant à la création d'un ministère du Travail, remplacé par une Commission de gouvernement pour les travailleurs, que préside le socialiste Louis Blanc, dont la mission est de préparer un projet de loi sur le travail — qui ne sera jamais discuté par l'Assemblée — et « d'entendre les demandes les plus urgentes des travailleurs et de faire droit à celles qui seront reconnues justes ».

### *Reconnaître les nations*

À la faveur des révolutions, des « nations » s'affirment. À Budapest, le gouvernement issu de la révolte du 15 mars réclame l'autonomie de la Hongrie et l'élection d'un nouveau Parlement hongrois. À Prague, Allemands et Tchèques s'entendent pour réclamer une assemblée unique pour la Bohême ; en juin s'y tient le premier congrès panslave pour l'émancipation des Slaves de l'empire. À Milan et Venise, les insurgés chassent les garnisons autrichiennes et proclament leur indépendance. Mais l'empire des Habsbourg n'est pas le seul touché. La Sicile réclame le rétablissement du Parlement sicilien supprimé en 1816 et adopte une Constitution (10 juin) qui proclame que l'île « sera toujours un État indépendant ». Les Polonais entrent en lutte pour la renaissance de leur pays, dépecé à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle entre la Prusse, l'Autriche et la Russie.

Des projets d'unification voient le jour. En Italie du Nord, le roi Charles-Albert de Piémont, récemment converti au libéralisme et à la cause de l'indépendance nationale, prend la tête d'une croisade contre l'Autriche avec le renfort de contingents de volontaires romains, florentins et napolitains ; il en profite pour faire accepter l'idée d'une annexion de la Lombardie et de la Vénétie, malgré l'opposition des démocrates. Mais le projet connaît une fin abrupte en juillet, avec la défaite écrasante des Italiens face aux troupes autrichiennes, qui ramène les deux provinces dans l'orbite de Vienne.

Outre-Rhin, le projet de créer un État allemand unitaire motive la réunion d'un Parlement national, rassemblant les délégués des assemblées des différents pays germaniques, qui se réunit à Francfort en mai. Mais deux positions s'y affrontent : les partisans d'une unité allemande autour de la Prusse et exclusivement germanophone à l'exclusion de l'Autriche (« Petite Allemagne »), qui se recrutent majoritairement parmi les libéraux et les protestants, et ceux qui veulent inclure

l'Autriche et les peuples non-allemands (« Grande Allemagne »), plutôt conservateurs et catholiques.

## **Le reflux européen de la révolution**

Dès la fin de l'été 1848, les régimes révolutionnaires semblent partout dans l'impasse, et le reflux de la vague révolutionnaire pendant l'automne est aussi rapide et général que l'avait été son déferlement sur l'Europe.

### *La montée des tensions politiques et sociales*

L'« illusion lyrique » (Ph. Vigier), celle de régimes uniformément soutenus quelles que soient les positions sociales et les options politiques, laisse bientôt la place aux divisions. En Prusse, le fossé se creuse entre la capitale, où dominent les secteurs avancés, et l'océan des campagnes conservatrices ; celles-ci sont le domaine d'influence des Junkers, les seigneurs de la terre, qui rejettent en bloc les réformes. En France, c'est le vote rural majoritaire qui, lors des élections législatives d'avril, assure la victoire des républicains modérés et amène à l'Assemblée 300 républicains « de la veille », monarchistes plus ou moins ralliés.

Face aux résistances des Assemblées, les radicaux répondent par l'agitation de la rue. À Cologne, le Congrès des démocrates allemands (13-14 août) appelle à développer l'agitation politique parmi les ouvriers et les paysans. En septembre, une seconde vague révolutionnaire touche Francfort, Bade (où la République est proclamée) et Dresde. À Rome, l'assassinat du comte P. Rossi, un modéré nommé par le pape à la tête de son gouvernement, provoque fin novembre la fuite de Pie IX et prélude à la formation d'une République romaine. L'insurrection viennoise d'octobre, ouvrière et violente, entraîne le départ de la cour et du Parlement, suivis par une partie de la bourgeoisie de la ville effrayée par le spectre d'une révolution sociale.

C'est en France que se produit l'affrontement le plus retentissant. L'Assemblée conservatrice, décidée à mâter l'agitation ouvrière, cherche l'affrontement : en supprimant les ateliers nationaux, le 21 juin, elle provoque une insurrection violemment réprimée par les troupes de la République. L'événement est exploité par les conservateurs, en particulier dans les campagnes. Un lourd bilan humain affaiblit durablement le mouvement démocrate, tout en discréditant les républicains modérés aux yeux des ouvriers.

### *Les forces de la réaction*

Profitant des divisions et de l'affaiblissement des pouvoirs en place, les adversaires de la révolution relèvent la tête et s'organisent. En juillet 1848 est fondé le Parti conservateur prussien, pour la défense des intérêts de la noblesse terrienne et de la monarchie, dont l'assemblée permanente est surnommée par les contemporains Junkerparlament (« Parlement des Junkers »). En France, le « Parti de

l'Ordre », formé des monarchistes ralliés, qui a soutenu lors de l'élection présidentielle de décembre la candidature de Louis-Napoléon Bonaparte (qu'il pense pouvoir manipuler), contre les candidats républicains, remporte la majorité des sièges lors des élections législatives de mai 1849.

Beaucoup de monarques ne se sont ralliés à la révolution que du bout des lèvres. Frédéric-Guillaume de Prusse, à qui le Parlement de Francfort propose de régner sur un État unitaire allemand, refuse une couronne « déshonorée surabondamment par l'odeur de charogne que lui donne la révolution de 1848 ». Or, les princes ont réussi à garder le commandement sans partage des forces armées. En juillet, l'Assemblée prussienne échoue ainsi à imposer un serment de fidélité des troupes au gouvernement provisoire. L'incapacité des gouvernements constitutionnels à nationaliser les armées ou à établir un contrôle se révèle un élément décisif : en définitive, la révolution subit une défaite militaire.

### *L'enchaînement contre-révolutionnaire*

Dans son déroulement, la réaction conservatrice obéit aux mêmes mécanismes en chaîne que les révolutions du printemps. La répression des journées parisiennes de juin semble donner le signal en Europe, même si auparavant (dès le 15 mai), le roi de Naples a repris la main grâce à ses troupes mercenaires suisses. Les troupes impériales, qui ont réprimé un soulèvement autonomiste à Prague en juin et reconquis la Lombardie-Vénétie en août, mettent le siège devant Vienne fin octobre. L'armée prussienne occupe Berlin en novembre, après avoir « pacifié » la Saxe. Les Parlements sont dissous, de nouveaux gouvernements conservateurs nommés, et les résistances démocrates brutalement étouffées.

1849 est l'année des reconquêtes. En mai, les troupes napolitaines entrent dans Palerme. En août, l'armée impériale achève la reconquête de la Hongrie, obtient la capitulation de Venise et occupe les duchés italiens. À Rome, c'est l'intervention militaire de la France républicaine qui met fin à la République romaine et restaure Pie IX sur son trône. La Russie de Nicolas I<sup>er</sup> apporte son soutien militaire à l'Autriche : on assiste ainsi à la réactivation de la Sainte-Alliance. À l'inverse, les régimes révolutionnaires n'ont pas su ou pas voulu traduire leurs déclarations de fraternité idéologique en solidarité active.

### *Le bilan européen de 1848*

L'expérience quarante-huitarde laisse à ses partisans un sentiment profond d'échec, d'impuissance et d'anarchie. En Italie, « *fare un Quarantotto* » (« faire un 48 ») est entré dans le langage courant au sens de « produire le désordre ». On retient l'image d'une révolution certes pétrie d'idéaux, mais incapable de les traduire dans la réalité ou de les défendre, sans base sociale. La répression replonge les mouvements démocrates et nationalistes dans la clandestinité ou l'exil. Pourtant, cet échec est à relativiser.

Si aucun des régimes constitutionnels ne survit — à l'exception du royaume de Piémont-Sardaigne — certains acquis fondamentaux sont maintenus. Les abolitions du servage et de l'esclavage ne sont pas remises en cause. De nouvelles constitutions sont adoptées en Autriche (mars 1849), en Prusse (mai) et en France (janvier 1852, modifiée en novembre pour rétablir l'Empire) qui instaurent diverses formes de « néo-absolutisme » : un exécutif fort combiné à des libertés limitées et des représentations parlementaires, voire au maintien du suffrage universel sous le strict contrôle du pouvoir (Prusse et France). À Berlin et à Turin, une partie du monde conservateur s'est converti au projet d'unification nationale sous l'égide de la monarchie.

Enfin, la parenthèse de 1848 ouvre une période brève mais intense de démocratisation de la vie politique et sème des germes qui éclore avec les mouvements d'émancipation des années 1860 et 1870. Libéraux, démocrates et nationalistes auront alors tiré les leçons de leur échec pour livrer plus efficacement leurs combats.

*Pour aller plus loin*

Maurice Agulhon, *1848 ou l'Apprentissage de la République (1848-1852)*, Paris, Seuil, 1995.

Sylvie Aprile, Raymond Huard, Pierre Lévêque et Jean-Yves Mollier, *La révolution de 1848 en France et en Europe*, Paris, Éditions Sociales, 1998 [chronologie européenne en fin de volume]

Philippe Vigier, *1848, les Français et la République*, Paris, Hachette, 1998.

## 2

# Les relations internationales de 1848 à 1914

Les révolutions de 1848 remettent en cause le « système de Metternich » qui avait permis de maintenir une paix globale en Europe depuis 1815. Depuis le Congrès de Vienne (1814-1815), l'équilibre entre cinq Puissances (le Royaume-Uni, l'Autriche, la Prusse, la Russie et la France) garantissait la stabilité des frontières dans toute l'Europe. Depuis 1815, seules les indépendances de la Belgique et de la Grèce, en 1830, ont modifié la carte politique héritée du Congrès de Vienne. En revanche, le « système » est fragilisé par son mépris du principe des nationalités. La future Allemagne est partagée en 39 États et l'Italie, elle-même divisée en 8, placée sous domination autrichienne. En dépit de ces faiblesses, la paix entre les Puissances a tenu jusqu'en 1854. Le second pilier du « système de Metternich » est le traité de la Sainte-Alliance de 1815, signé par l'Autriche, la Russie, la Prusse, les Pays-Bas puis (en 1818) la France. Destiné à maintenir un ordre intérieur monarchique, clérical et conservateur, il a permis de rétablir des despotes en Espagne ou à Naples.

### La fin du système de Metternich

Cet ordre politique s'effondre en 1848. Les révolutions qui éclatent à Naples d'abord (et bientôt dans tous les États italiens), en France, en Autriche (puis en Hongrie et à Prague) ou en Prusse (mais aussi en Saxe, en Bavière et à Francfort) détruisent l'Europe de la Sainte-Alliance. La chute de Metternich, le vieux chancelier autrichien qui prend le chemin de l'exil, le 15 mars 1848, est la fin d'un monde. Toutefois, presque partout, les révolutions libérales font long feu. En Autriche, le jeune François-Joseph remplace son oncle Ferdinand en décembre et peut rétablir la monarchie après quelques réformes. De même au Piémont, l'abdication du roi en faveur de son fils permet-elle à la Maison de Savoie de conserver le pouvoir. Quelques concessions aux idées libérales doivent être faites par le roi de Prusse. En revanche, à Rome, à Naples, en Saxe, etc. les révolutionnaires sont chassés par la force. D'autre part et surtout, les révolutions à caractère nationaliste sont toutes vaincues. L'armée russe écrase la Révolution hongroise pour le compte de l'Autriche qui rétablit sa domination sur le Nord de l'Italie. De même, Tchèques et Croates doivent-ils renoncer à leur émancipation. Du point de vue des frontières internationales, l'Europe de 1851 ressemble à celle de 1847. Mais l'idée de Nation y a considérablement progressé.